

**INTERVENTION OF HON ALAIN WONG, MSK
MINISTER OF SOCIAL INTEGRATION AND ECONOMIC EMPOWERMENT
ON THE BUDGET SPEECH 2019-2020**

Madam Speaker

1. Allow me to join my colleagues to congratulate the Hon. Prime Minister and Minister of Finance and Economic Development for his fourth Budget having as main theme **“Embracing a brighter future together as a nation”** for a continued development and transformation of our Mauritian economy.

Madam Speaker

2. The people of this country have given a strong mandate to this Government and today, under the visionary leadership of our Prime Minister, the Honourable Pravind Kumar Jugnauth, we stand as the most decisive and stable Government that has worked towards major reforms to transform the economy into a thriving and prosperous one.
3. We have reversed the policy paralysis engulfing the country under the previous reign of 2010-2014 and have restored the image of Mauritius. The major achievement of this Government is that we have strived our utmost to change the mind-set and ignited the self-confidence of the nation.
4. On this, I am sure that all my colleagues of this august Assembly will stand by me to congratulate both the Prime Minister and Minister Mentor for their vision and dedication

to reconstruct the economy, secure social justice and provide Mauritius with a new beginning.

5. They have spared no effort to put the country on a transformative journey and we feel proud today that Mauritius is solidly back on track and marching towards growth and prosperity.
6. They have prepared the foundation for sustainable growth, progress and better quality of life for all our people.

Madam Speaker,

7. The last five years have seen Mauritius being recognised as a bright spot of the region. The country witnessed its best phase of economic stability during that period.
8. In the same breath, all previous budgets under this Government have enabled Mauritius to make major strides towards realising its vision of a Modern and Inclusive High-Income Country.
9. The macroeconomic fundamentals of the country have improved which have led to significant advances in human development.

Madam Speaker

10. We are moving towards realising a 'New Mauritius', a Mauritius which is socially, economically and environmentally healthy and where everybody, youth,

women and elderly, would get greater opportunities to fulfil their dreams.

Madam Speaker

9. Let me now come to the budget 2019-2020. The budget spells out the need to maintain the momentum of progress while addressing new challenges both internationally and locally.

Mme La Présidente

10. Dans son discours, le Premier ministre et ministre des Finances a expliqué à juste titre où en était l'économie il y a quatre ans et demi, où nous en sommes aujourd'hui et où nous en serons à l'avenir.
11. Alors que l'économie mondiale est en perte de vitesse, l'économie mauricienne a su résister à l'épreuve du temps. L'économie mauricienne affiche une économie florissante de 3,9% pour l'année 2019, alors que le FMI et la Banque mondiale prévoient un taux de croissance de 3,3% et de 2,6% pour 2019 respectivement.
12. Les principaux indicateurs macroéconomiques indiquent un taux de croissance économique en hausse ainsi qu'une baisse des taux d'inflation et de chômage. Grâce à ces piliers solides, le pays se dirige maintenant vers un avenir meilleur et une croissance qui profite à tous.

13. Le budget présente une plus grande prospérité économique pour les femmes et les personnes les plus vulnérables et marginalisées vivant à Maurice.
14. Lorsque nous parlons de prospérité, nous pensons surtout aux plus vulnérables, les plus nécessiteux, notamment ceux qui vivent dans la pauvreté absolue.
15. Comme le Premier ministre et ministre des Finances l'a souligné dans son discours et je cite : « ***Gouvernement has always deeply believed that economic progress must be paired with the upliftment of the less fortunate of our country*** »
16. Il a aussi fait ressortir qu'il ne ménagerait aucun effort dans sa mission pour résoudre le problème de la pauvreté.

Madame la Présidente,

17. Ce budget met l'accent sur dix avenues, notamment le renforcement des piliers de la croissance économique, l'élargissement de l'espace économique, la construction des infrastructures, des finances publiques saines et la dette durable.
18. L'innovation, la facilitation du commerce et la démocratisation sont à la base de l'économie dans tout son ensemble, de l'agriculture au secteur financier, en passant par l'éducation, la santé, l'énergie, l'économie bleue et les PME, afin de promouvoir l'efficacité économique et le développement inclusif.

19. Je suis convaincu que tous les membres de cette Assemblée seront d'accord que l'éducation, l'emploi et les infrastructures rurales sont indispensables pour réduire les inégalités.

RÉALISATIONS DU MINISTÈRE

Madame la Présidente,

20. Deux ans de cela on m'avait confié la responsabilité de servir le ministère de l'Intégration Sociale et de l'Autonomisation Economique et de travailler sur la mise en œuvre du **Plan Marshall contre la Pauvreté**.
21. Le « **Marshall Plan against Poverty** » est un projet hautement ambitieux et innovateur qui a été lancé lors du discours du budget 2016/2017. Le plan Marshall reste à la base, un document de travail important pour la lutte contre la pauvreté.
22. Contrairement à ce qui a été dit par certains plus tôt, le Plan Marshall est une stratégie nationale visant à assurer la réalisation du « **Government Programme 2015-2019** », « **Government Vision 2030** », « **the African Union's Agenda 2063** » et « **the 2030 Agenda for Sustainable Development** », principalement le **Goal 1 : End Poverty in all its forms everywhere**.

Mme La Présidente,

23. Le Plan Marshall est unique par sa conception, son ambition et sa profondeur. Seuls quelques pays émergents ont osé

mettre en place des programmes similaires ayant pour objectif : (i) d'éliminer la pauvreté absolue et (ii) d'encourager le changement parmi les groupes vulnérables et les prestataires de services.

24. Dans son ensemble, le Plan Marshall vienne encourager l'autonomisation économique, l'inclusion sociale, tout en assurant le bien-être des groupes défavorisés.
25. Mon ministère s'est efforcé de mettre en place de nombreuses mesures, structures et mécanismes pour la mise en œuvre les diverses recommandations issues du Plan Marshall visant à éliminer la pauvreté et l'exclusion, à promouvoir une croissance inclusive et à faciliter le progrès social.

Madame la Présidente,

26. Le gouvernement s'est engagé à créer un nouveau modèle économique et mon ministère n'a ménagé aucun effort pour apporter les changements nécessaires afin de répondre aux aspirations sociales de nos citoyens vulnérables.
27. Il est donc important de noter que, pour permettre l'exécution du plan Marshall, le gouvernement a adopté **the Social Integration and Empowerment Act 2016**.
28. Une première du genre, cette loi prévoit la mise en place de programmes d'autonomisation destinés aux personnes qui se trouvent dans l'extrême pauvreté afin de faciliter leur intégration dans la société tout en améliorant leur qualité de vie de manière durable.

29. En même temps, cette réforme vise à réorganiser le système des subventions sociales afin de le rendre plus efficace et plus favorable aux personnes les plus vulnérables en introduisant le **Social Registry of Mauritius**, connu comme le **SRM**.
30. Depuis 2016, mon ministère a travaillé sans relâche pour atteindre les familles vulnérables pour qu'elles soient finalement inscrites sur le SRM afin de bénéficier aux diverses subventions et supports. Aujourd'hui, environ 11 000 familles bénéficient de nombreuses « income support » et « empowerment support » à travers un contrat social.

Mme La Présidente,

31. Ce budget va encore plus loin pour accueillir et intégrer dans le plan Marshall quelque **5 000 familles**, bénéficiaires d'une aide sociale.
32. Cette transition leur permettra sans aucun doute de devenir des bénéficiaires du SRM, de manière à pouvoir bénéficier d'un soutien nettement supérieur et à renforcer leur capacité à sortir de la pauvreté.
33. Il est également intéressant de noter ici que le plan Marshall cible les familles vivant dans la pauvreté absolue et dont l'éligibilité est déterminée par un « Proxy Means Test » qui évalue le niveau de vie des ménages enregistrés dans le SRM.

34. Cette approche nous permet de considérer les divers caractéristiques démographiques et socio-économiques des ménages, par exemple l'âge, la composition de la famille, le nombre d'enfants / adultes / personnes âgées, ainsi que leurs conditions de vie et de logement.
35. Dans le même élan, en 2016, le gouvernement a instauré des nouveaux seuils de pauvreté absolue fondés sur un seuil minimal de Rs 2 720 et un maximal de Rs 9 520 par adulte. Ces seuils de pauvreté ont été calculés à 40% au-dessus du seuil de pauvreté international.
36. Il est important de souligner que ce gouvernement a adopté une approche plus humaine et a osé d'aller au-delà du niveau prescrit par la Banque mondiale qui est de Rs 1 938 par personne - par mois pour les pays en voie de développement.
37. En vue d'améliorer les conditions de vie et l'environnement des familles vulnérables qui vivent dans la pauvreté absolue et d'éliminer l'exclusion sociale, mon ministère a proposé la mise en œuvre d'une série de programmes d'autonomisation à la fois pour Maurice et Rodrigues.

SUBSISTENCE ALLOWANCE SCHEME

Madame la Présidente,

38. Lorsque le revenu d'un ménage a été jugé inférieur par rapport au seuil de pauvreté respectif, la différence est versée en termes d'indemnité mensuelle, le « **monthly**

subsistence allowance ». À ce jour, environ 11 000 familles du SRM sont éligibles sous ce programme.

39. L'objectif de cette allocation est de répondre aux besoins de base des personnes vivant dans la pauvreté absolue. En adoptant tout simplement une telle mesure, **Madame la Présidente**, nous pouvons dire avec fierté que nous éliminons la pauvreté absolue.
40. Depuis décembre 2016, mon ministère a décaissé des fonds à hauteur de Rs **558 millions** en termes d'allocation de subsistance en faveur des 11 000 familles qui se trouvent au bas de l'échelle, notamment les bénéficiaires éligible du registre social.

CHILD ALLOWANCE SCHEME

Madame la Présidente,

41. Nelson Mandela avait raison de dire et je cite :

« Education is the most powerful weapon which you can use to change the world »

42. Le Plan Marshall met l'accent sur l'autonomisation économique et éducative des personnes vivant dans l'extrême pauvreté.
43. Une scolarisation irrégulière et la faible performance académique sont les caractéristiques prédominantes de nos enfants issus des familles vulnérables.

44. Nous sommes conscients que bon nombre de familles sont victimes de multiples manquements tels qu'un faible niveau éducatif des parents, familles nombreuses, emploi précaire et des fléaux sociaux tels que l'alcoolisme et la toxicomanie.

Mme La Présidente

45. Sous la « **Child Allowance Scheme** » nous avons mis en place un système informatique fiable avec le soutien du ministère de l'Éducation pour un suivi des taux de présence de nos bénéficiaires.
46. Ce gouvernement est pleinement conscient que l'éducation est la **CLE** de la lutte contre la pauvreté.
47. Dans le cadre de ce programme, un paiement mensuel est effectué en faveur des enfants scolarisés âgés de 3 et pas plus de 23 ans, qui ont atteint au moins 90% de présence scolaire.
48. Ce programme encourage les familles éligibles à envoyer leurs enfants à l'école pour qu'ils puissent compléter leurs études et ainsi améliorer leurs perspectives d'embauche.
49. Depuis janvier 2017, l'allocation mensuelle aux enfants scolarisés a augmenté progressivement, passant de **Rs 862** à **Rs 893** en 2018 et finalement à **Rs 929** en 2019.
50. Depuis janvier 2017, quelque **Rs 214 millions** ont été versés à environ **12 000** enfants de bénéficiaires de SRM.

SCHOOL PREMIUM SCHEME

Madame la Présidente,

51. La « **School Premium Scheme** » introduit par mon ministère en 2017 est attribuée aux étudiants qui ont réussi leur SC ou HSC, avec une récompense monétaire de Rs 25 000 et Rs 35 000 respectivement.
52. L'objectif de ce plan consiste essentiellement à améliorer leurs résultats et à compléter leurs cycles scolaires afin de les encourager à atteindre un niveau d'éducation supérieur.
53. Cette prime a été calculée de telle sorte qu'elle soit suffisamment attrayante pour favoriser l'achèvement des études secondaires ou supérieures et pour fournir aux bénéficiaires les ressources suffisantes pour investir dans des activités indépendantes ou dans des PME.
54. Pour la période 2016-2018, un montant total de **Rs 20 millions** a été versé en faveur de plus que 700 étudiants dans le cadre ce programme.
55. Les honorables membres de cette Assemblée voudront peut-être noter que, à partir de l'année prochaine, le programme sera étendu aux élèves qui termineront avec succès leur Nine-Year Schooling.
56. De ce fait ils auront droit à une récompense de Rs 15 000.

57. Dans le cadre de ce budget, le gouvernement va encore plus loin en proposant une récompense de Rs 40 000 aux étudiants qui termineront avec succès leurs études supérieures.

FREE EXAMINATIONS FEES

Madame la Présidente,

58. Mon ministère a également mis en œuvre la « Free Examination Fees Scheme » avec succès depuis 2017. Ce programme offre une deuxième chance aux étudiants qui veulent améliorer leurs résultats scolaires.
59. Pour les années académiques 2017 et 2018, un montant de **Rs 3 millions** a été alloué à 531 étudiants sous ce programme.

SCHOOL MATERIALS SCHEME

60. Dans le même ordre d'idées, **Madame la Présidente**, mon ministère continue de fournir un soutien éducatif sous forme de matériel scolaire, comprenant des cartables, 2 ensembles d'uniformes, des chaussures, des cahiers, des chaussettes et d'autres accessoires aux enfants du préscolaire, primaire, secondaires et à ceux du pré-voc, afin de les encourager à aller à l'école.
61. Jusqu'ici, autour de **Rs 36 millions** et **Rs 44 millions** ont été versés à environ 18000 bénéficiaires pour les années académiques 2018 et 2019 respectivement.

62. Pour la prochaine année scolaire, dans un souci de confort des élèves, mon ministère envisage d'enrichir la liste du matériel scolaire. **Nous prévoyons des articles supplémentaires, tels qu'une paire de chaussure et ensemble d'uniformes additionnelle afin de faire face aux conditions climatique instables.**
63. Ce qui est important de souligner, c'est que nous avons introduit un élément de parité parmi les enfants appartenant aux diverses classes sociales.

CRECHE SCHEME

Madame la Présidente,

64. La « **Crèche Scheme** » mis en place en février 2017 vise à permettre aux mères d'enfants de 3 mois à 3 ans de les placer dans des crèches dûment enregistrées, leur permettant ainsi d'entreprendre un emploi ou une formation en vue de leur autonomisation.
65. Dans le cadre de ce programme, les familles monoparentales et les jeunes mamans éligibles peuvent bénéficier indirectement d'un montant maximal de Rs 2000 par mois, qui sont payés directement aux crèches en faveur de chaque enfant admis.
66. Il est bon de faire ressortir que ce programme a une incidence importante sur la vie des mères célibataires qui luttent pour gagner leur vie et élever leurs bébés dans un environnement approprié.

Madame la Présidente,

67. En bref, avec ce plan Marshall le gouvernement a abandonné le modèle traditionnel fondé uniquement sur le « **Cash Transfer** » en faveur d'une approche centrée **autour de la famille** en fonction de leurs besoins.
68. La somme totale des fonds versés pour tous les différents types de soutien est passée de **Rs 198 millions** en 2016/17 à **Rs 336 millions** en 2017/18 pour finalement atteindre les **Rs 387 millions** en 2018/19.
69. C'est une indication claire de notre dévouement de servir les plus méritants afin qu'ils sortent de la pauvreté et s'intègrent la société d'une manière durable. Nous avons en exécution un assortiment de solutions pratiques pour résoudre les divers défis qui se posent aujourd'hui et une approche cohérente permettant de s'attaquer aux défis évolutifs du futur.
70. Une telle approche a introduit une notion de responsabilité des deux côtés. Alors que les bénéficiaires s'engagent à changer leur comportement actuel, le gouvernement s'engage à leur fournir les moyens de le faire.
71. Dans ce modèle, les bénéficiaires deviennent des collaborateurs actifs qui cherchent à être indépendants et à mener une vie productive.

Madame la Présidente,

72. **Over and above**, toute une gamme de services en matière de formation professionnelle, d'emploi, de santé et de programmes d'épanouissement de la famille est également proposée par les principaux ministères aux familles bénéficiaires afin de les mener vers une autonomisation.
73. La formation et l'emploi sont des éléments essentiels pour lesquels, nous en sommes convaincus, pourraient jouer un rôle important dans l'autonomisation des familles vulnérables.
74. Nos bénéficiaires sans emploi sont référés au ministère du Travail pour être enregistrés comme chômeurs et se voir proposer de la formation et du placement appropriés.
75. Par ailleurs, le « Mauritius Institute of Training and Development » offre des possibilités de formation aux bénéficiaires dans divers domaines tels que les installations électriques, la plomberie et le ménage domestique.
76. Une allocation mensuelle de Rs 5000 et une indemnité de déplacement de Rs 1 000 durant la formation sont offertes. De plus, une boîte à outils leur est également fournie pour leur permettre de créer leur propre entreprise.

Mme La Présidente,

77. Dans la même foulé, **21 JOB FAIRS** ont été organisés pour cette année financière pour regrouper les employeurs

potentiels et les bénéficiaires en vue de possibilités d'emploi et de formation.

78. La tenue de ces **JOB FAIRS** à travers l'île est un outil important pour créer des opportunités pour les demandeurs d'emploi. Jusqu'à présent, quelque **3461** bénéficiaires ont assisté aux forums et ont été référés à des employeurs potentiels.
79. Une formation dans les domaines générateurs de revenus est dispensée aux bénéficiaires dans les domaines de l'apiculture, coiffure, des soins de beauté, de la fabrication de sacs écologiques, de l'élevage de volaille et du jardinage.
80. Grâce au MITD ou d'autres prestataires de formation, notamment le « National Cooperative College », quelque **1236 bénéficiaires** ont été formés dans les domaines suivants : pâtisserie, fabrication de chaussures, nettoyage domestique, apiculture, production d'œufs de caille, projet avicole, projet de jardinage, agriculture, soins de beauté et application de henné et fabrication de sacs écologiques.

Madame la Présidente,

81. Il est important de reconnaître que la formation pour la fabrication de sacs écologiques attire de nombreuses femmes. Plus de **350 bénéficiaires** ont été formées dans ce domaine. Mon ministère encourage les stagiaires à opérer par le biais de coopératives et envisage de leur fournir les kits de démarrage nécessaires pour lancer leurs activités.

Madame la Présidente,

82. Conformément à cet « engouement artisanal » pour la fabrication de sacs écologiques, la National Empowerment Foundation a obtenu une somme de plus de Rs 500 000 du Fonds du Haut-Commissariat de la Nouvelle-Zélande pour la mise en œuvre du projet «Autonomisation des femmes vulnérables grâce à l'esprit d'entreprise - Initiatives de renforcement des capacités » pour la période allant de juillet 2019 à juin 2020.
83. Le projet consiste à dispenser une formation avancée à la fabrication de sacs écologiques à quelque 70 familles dont la cheffe de ménage est une femme.
84. A la fin de leur formation terminée, elles recevront des machines à coudre et éventuellement elles seront référées aux institutions compétentes pour l'enregistrement de leur permis d'opération.

Madame la Présidente,

85. Les activités récréatives et de loisirs, la formation « Life Skills » forment aussi du processus d'autonomisation de nos bénéficiaires.
86. A ce jour plus de **2000 enfants** ont participé à des activités récréatives et sportives, notamment au concours ***Unveiling Talents*** en 2018, qui a mis en vedette de jeunes artistes talentueux.

87. Afin de renforcer l'autonomisation des enfants des familles vulnérables grâce à des activités de loisirs, mon ministère a aussi mis en place le programme « **Boot Camp** ».
88. Le concept de Boot Camp est un camp d'apprentissage et de loisirs, destiné aux enfants âgés de 12 à 15 ans et pour lequel mon ministère bénéficie entièrement du soutien de la police, du SMF et du Mauritius Scouts Association.
89. La première édition du projet 'Boot Camp' s'est tenue durant le premier week-end du mois de juin où 45 enfants ont passé trois jours au Pointe Jérôme Youth Training Centre à Mahébourg.
90. L'objectif est d'inculquer un sens de responsabilités, de promouvoir l'estime de soi, et la confiance chez les enfants issus de familles difficiles ou brisées ou qui affichent des comportements anti-sociaux. Plusieurs Boot Camps seront organisés dans les mois à venir.
91. La « **Life Enhancement Education Programme** » (LEEP) est un autre outil qui contribue à changer et à transformer la mentalité des bénéficiaires en vue d'un avenir meilleur.
92. Jusqu'à présent, quelque **450 bénéficiaires** ont suivi une formation Life Skills sous le LEEP à travers la République de Maurice et quelque 1 600 bénéficiaires seront formés durant la prochaine année financière.
93. Plus de 2000 bénéficiaires ont participé à des exercices de dépistage de santé à travers l'île et de nombreux

bénéficiaires ont reçu du matériel médical tel que des kits de premiers soins et des lunettes entre autres.

94. Environ 1000 bénéficiaires ont obtenu des aides de mon ministère, telles que des produits alimentaires, des appareils électriques, des matelas et des meubles.
95. **Mme La Présidente**, il est important de noter qu'avec la mise en œuvre du Plan Marshall, mon ministère s'est engagé dans l'implémentation du concept de Case Management.
96. Cette approche nous permet de promouvoir le suivi et l'accompagnement nécessaire de nos bénéficiaires, contrairement à une approche d'assistanat.
97. Cette approche vise aussi à éliminer la pauvreté inter générationnel.

COMMUNITY WORKING GROUP

Madame la Présidente,

98. Le lancement du concept « Community Working Group » dans tous les districts de Maurice et à Rodrigues, est une nouvelle approche offrant une excellente plate-forme pour regrouper des partenaires des secteurs privé et public, des représentants des ONG et de la société civile.
99. Cette plate-forme nous permet de mieux utiliser nos ressources sur le terrain pour l'avancement de la communauté.

INNOVATION AND TECHNOLOGIES

Madame la Présidente,

100. Le budget 2019-2020 fait la part belle à l'innovation et à la technologie. Conformément à la vision du gouvernement, mon ministère s'est déjà lancé dans deux grands projets visant à améliorer la communication et la prestation de services aux plus démunis.
101. Selon les recommandations du Plan Marshall, mon ministère a mis au point un système de « **SMS Mobile System** et **Citizens Reporting Mechanism** » qui permet de mieux communiquer avec les familles les plus exclus.
102. La mise en place d'un tel mécanisme permettra également à mon ministère d'évaluer l'impact des services publics offerts aux familles vulnérables.
103. Le coût estimé du projet est de Rs 3,5 millions et devrait être opérationnel d'ici la fin de juin.
104. **Pour assurer l'innovation, je suis ravi d'apprendre que le présent budget prévoit un accès totalement gratuit à Internet haut débit pour les 11 000 familles du SRM. Ce sera un pas conséquent vers une île Maurice plus connectée. Un projet qui sera financé conjointement par le gouvernement et Mauritius Telecom.**
105. Un autre projet innovateur est la création d'un **Integrated Management Information System** à la NEF. Une

recommandation qui figure également dans le Plan Marshall contre la pauvreté.

106. Cela permettra de rendre la NEF plus efficace et efficient dans ses opérations et d'améliorer et de renforcer son système de back-office.
107. Le coût du projet est estimé à Rs 25 millions et la date prévue pour son lancement est le 1er juillet 2019.

Madame la Présidente,

108. Mon ministère a également œuvré à la création d'une unité technique et au recrutement du personnel approprié pour la gestion des programmes d'autonomisation du plan Marshall et la réalisation d'un suivi et d'une évaluation des bénéficiaires.
109. Dans le même ordre d'idée, la NEF a été complètement restructurée en 2018, exercice qui se faisait attendre depuis longtemps et qui a stimulé le dynamisme et l'enthousiasme de ses employés.

Madame la Présidente,

110. Comme l'a déclaré l'hon. Premier ministre et ministre des Finances, un logement décent pour chaque famille figure en bonne place à l'ordre du jour de ce gouvernement.
111. À cet égard, mon ministère prévoit un logement aux familles les plus vulnérables afin qu'ils puissent vivre dans des conditions décentes.

112. Nous conviendrons tous qu'un logement décent est une condition préalable à la réussite d'une famille dans la lutte contre la pauvreté et à la restauration de sa dignité. Nous ne voulons pas que les familles vulnérables restent dans la pauvreté de génération en génération.
113. Les sans-abris, la surpopulation carcérale et la précarité des logements peuvent constituer un obstacle insurmontable pour les familles qui s'efforcent d'échapper à la pauvreté.
114. Ils ont besoin dès le départ de disposer des installations nécessaires pour vivre dans de meilleures conditions.
115. Conscient de cela, mon ministère n'a ménagé aucun effort pour mettre en place des politiques de logement appropriées à l'intention des familles éligibles inscrites au SRM.
116. Premièrement, nous construisons des logements entièrement en béton d'une superficie maximale de 50 m² en faveur des familles propriétaires d'un terrain mais n'ayant pas les moyens de construire une maison.
117. Cette politique leur permet de bénéficier d'un coût subventionné de l'État de 75% et de ne rembourser que 25% du coût total d'une unité de logement sur une période de 15 à 20 ans.
118. À ce jour, nous avons déjà construit et livré une centaine de logements entièrement en béton.

119. En 2018-2019, nous avons également lancé quatre autres projets de logement dans l'île, pour un montant total estimé à **Rs 133 millions**.
120. De nouveaux appels d'offres seront lancés au début du prochain exercice financier. Une provision de Rs 80 millions a été prévue dans ce sens
121. Je dois avouer que la construction de maisons entièrement en béton pour les bénéficiaires, propriétaires de terrain, n'a pas été une tâche facile. Chaque site a ses propres spécificités et de nombreuses manœuvres ont dû être effectuées avant que les maisons sortent de terre.
122. En vue de venir en aide aux bénéficiaires qui ne possèdent pas de terrain, mais qui souhaitent avoir une maison, le Gouvernement a mis au point une politique visant à mettre à leur disposition 10% de toutes les maisons construites par la NHDC aux familles éligibles sous le SRM afin de faciliter leur intégration dans la société.
123. Dans le cadre de ce programme, mon ministère a déjà acquis 34 unités de logement NHDC.
124. D'ici décembre 2019, 210 logements entièrement construits en béton, dont 67 logements relevant de la NHDC, seraient fournis aux familles qui sont sur la liste SRM.
125. D'ici décembre 2020, nous atteindrons un total de 512 unités de logement entièrement en béton, dont 188 unités de logement supplémentaires de la NHDC.

126. Dans le cadre de ce budget, je suis heureux d'apprendre que 6000 logements dotés de toutes les facilités nécessaires seraient construits par la NHDC pour répondre aux besoins des familles à faible revenu.
127. Ceux-ci seront situés dans des immeubles de 6 étages qui seront construits sur 16 sites à travers le pays au cours des trois prochaines années.

Madame la Présidente,

128. Mon ministère s'emploie également à moderniser les logements existants des bénéficiaires de SRM jusqu'à **Rs 85 000** pour les travaux de rénovation mineure.
129. Tels que la fourniture d'accessoires sanitaires, de salles de bains, le remplacement du toit, l'extension, la réparation des maisons en tôle et le carrelage.
130. L'accès à l'eau potable, à l'électricité et au système de tout-à-l'égout sont également une priorité. Nous prévoyons aussi une autre intervention concernant l'amélioration du cadre de vie de nos bénéficiaires.
131. Par conséquent, le Plan Marshall introduit par ce gouvernement prévoit un ensemble intégré d'initiatives comprenant l'éducation, la santé, la protection sociale, l'emploi et le logement social en vue de sortir les citoyens les plus vulnérables de la pauvreté extrême.
132. Le Plan Marshall met l'accent sur l'éducation et la formation pour permettre aux femmes, aux hommes, aux jeunes et

aux enfants d'acquérir les compétences dont ils ont besoin pour tirer parti des nouveaux débouchés économiques.

133. Le Plan donne l'importance à l'amélioration des zones défavorisées, notamment les infrastructures, les installations, les services et la gouvernance.
134. Il est aussi vital de donner aux familles faisant face aux multiples difficultés, les moyens de gérer les risques et de réduire ceux auxquels ils sont confrontés.
135. En outre, il est toujours nécessaire de renforcer les capacités collectives locales et de nos institutions qui donneront à ces familles confiance, sécurité et pouvoir – autant d'atouts précieux pour sortir de la pauvreté.
136. Une intégrité sans compromis, une rigueur implacable et une communication précise sont à la base de toutes nos activités.
137. Nous sommes méticuleux avec chaque programme, chaque politique, chaque projet que nous sommes chargés d'exécuter.

Autres mesures d'accompagnement

Madame la Présidente

138. Permettez-moi de vous donner un aperçu de quelques mesures mises en œuvre récemment par le gouvernement et qui ont entraîné des changements significatifs dans la vie de nos citoyens.

139. Le programme ***Negative Income Tax*** sur le revenu pour les travailleurs dont le salaire mensuel est inférieur à Rs 9 900 a été mis en place depuis juillet 2017 et a aidé quelque 70 000 employés en augmentant considérablement leur pouvoir d'achat et leur niveau de vie.
140. À cela s'ajoute le salaire minimum qui est entré en vigueur en janvier 2018, prévoyant le paiement d'un salaire minimum national à quelque 120 000 travailleurs.
141. Le salaire minimum national de Rs 8000 en vigueur à compter du 1er janvier 2018 a été revenu à la hausse à Rs 8 500 à partir du 1er janvier 2019.
- Le revenu mensuel moyen des ménages a augmenté de 25,1%, passant de Rs 29 420 en 2012 à Rs 36 810 en 2017.
 - L'inégalité des revenus a diminué entre 2012 et 2017. La part du revenu total revenant aux 20% des ménages se trouvant au bas de l'échelle a augmenté passant de 5,3% en 2012 à 5,7% en 2017.
 - Le Gini coefficient est passé de 0,414 en 2012 à 0,400 en 2017, traduisant une amélioration ainsi de la répartition des revenus.
 - Les dépenses de consommation mensuelle moyenne des ménages ont augmenté de 21,6%, passant de Rs 23 710 en 2012 à Rs 28 820 en 2017.

- Les salaires et traitements restent la principale source de revenu des ménages, représentant environ 70% du revenu brut en 2012 et en 2017.
- Les revenus de transferts notamment des pensions et d'autres prestations de la sécurité sociale constituaient également une source de revenus importante. En 2017, il représentait 19,3% du total des revenus bruts, en hausse par rapport à 13,8% en 2012.

The National Corporate Social Responsibility Foundation (NCSR)

Madam Speaker,

142. The multidimensional and complex problem of poverty cannot be addressed by Government alone.
143. With a view to promoting an enabling environment for public, private and civil society partnerships as a means of supporting the poor and vulnerable groups, the Minister of Finance had, in his Budget Speech 2016/2017 announced a new CSR framework.
144. The National CSR Foundation was set up under the aegis of my Ministry in December 2016 to ensure greater transparency in the use of CSR funds and better social outcomes.
145. The advent of the National CSR Foundation has also provided a breathing space for NGOs involved in delivering services targeting the poor and vulnerable segment of the population in complementarity with public services.

146. As at date, the National CSR Foundation has approved **510 projects and programmes** of NGOs for an amount of **Rs 517 million**.

Madam Speaker,

147. Another bold measure that was announced in the Budget 2018-2019 was the introduction of a coordinated approach with regard to disbursement of funds to NGOs whereby the National CSR Foundation was entrusted with the role of central body to receive and allocate public funds to NGOs.
148. The aim of this measure was to:
- ensure to a better integration of social services and programmes provided by NGOs
 - eliminate duplication and fragmentation
 - provide better control, monitoring and evaluation of funds allocated to NGO services and programmes and
 - ensure better outcomes for disadvantaged individuals and families.
149. This measure has been successfully implemented since January 2019. As at date, the NCSRF has disbursed an amount of **Rs. 146 M** to NGOs under the centrally managed initiative.

Madam Speaker,

150. Other measures that was announced in the Budget 2018-2019 concerned the amendments that were brought to the Income Tax Act in respect of CSR contribution to be made by companies and the approval by the Foundation of CSR programmes of companies to enable them to retain the amount representing 25% of the CSR funds to be remitted to the MRA effective from 1 January 2019.
151. This measure has also been successfully implemented in January 2019 after consultations with the private companies.
152. As at date, the National CSR Foundation has approved an amount of **Rs 8.9 million for 28 CSR projects from 24 private companies.**

Madam Speaker,

153. It is in further consolidation of the social institutional framework to drive a national agenda for inclusive human and social development as a means to tackling the deep rooted causes of poverty and vulnerability that the Prime Minister and Minister of Finance has announced the transformation of the National CSR Foundation into a National Social Inclusion Foundation.
154. This will give a new orientation to the Foundation in terms of National Programmes aligned to Government strategies and actions and ensure better social actions.

155. The National Social Inclusion Foundation will also support the professionalisation of NGOs and enable the development of a strong, vibrant and sustainable NGO sector as requested by NGOs themselves during pre-budget consultations.
156. This process is taking shape with the classification of NGOs as Community based organisations and “Utilities Publiques”.

Madam Speaker,

157. As I mentioned earlier, the fight against poverty can only be successful with the contribution of the public and private sectors including the civil society.
158. This budget places considerable emphasis on the social aspects, including promoting the health of Mauritians, raising their purchasing power, widening opportunities for SMEs, creating prospects for higher and better education, enhancing gender equality and assistance to senior citizens.
159. All these sectoral measures and programmes are paving the way, in one way or the other, to help towards alleviating poverty and increasing social justice.
160. The wide array of measures as laid down in the budget have crosscutting benefits for our beneficiaries as well as the public at large and contribute towards sustained socio-economic development and progress.

161. Allow me, **Madam Speaker**, to briefly brush over the new emerging opportunities in the agricultural sector for the setting up of small businesses.
162. I am pleased to learn that sheltered farming for production of vegetables, fruits and flowers as well as cattle breeding will be opening up opportunities for our young agro-entrepreneurs.
163. 100 more sheltered farms will be constructed across the island over the next two years, starting at Melrose, Plaine Magnien, Solitude, Beau Climat and Caroline.
164. Such measures are surging as new avenues for Marshall Plan Beneficiaries to become potential entrepreneurs and to, eventually, move out of the poverty cycle.
165. **Fishery** is yet another sector where many SRM Beneficiaries will be able to earn an increased daily rate of bad weather allowance from Rs 310 to Rs 340.
166. Coming to **Public Utilities**, I am particularly satisfied to learn that Rs 300 million will be invested over the next 3 years to increase support under the Water Tank Scheme to reach out to an additional 37,500 households thereby enhancing their quality of life. The income eligibility threshold under that scheme is also being raised from Rs 30,000 to Rs 50,000.
167. **Another landmark measure is with respect to Business Enterprise.** Many of our SRM Beneficiaries stand to gain and may take advantage of the DBM micro-credit loan scheme

whereby the maximum amount has now been doubled to reach Rs 500,000.

168. Added to this, there has also been the suspension of trade fees of up to Rs 5,000 for another period of 3 years and it is expected that more than 300,000 businesses will benefit from this measure this year.

Madam Speaker,

169. With the impressive level of infrastructural development, we have been witnessing since this Government took office and with the advent of the Indian Ocean Game (10^{eme} Jeux des Iles de l’Ocean Indien), we expect the standard of living to improve with an upgraded and modernized community infrastructure across the country.
170. This budget is making additional provision for major infrastructural works which involve the setting up of sports, leisure and recreational facilities, namely gymnasiums, open gyms, football pitches, mini football grounds, petanque courts, health tracks, children playgrounds, market fairs, village halls, Multi User Games Area.
171. All these measures are paving the way for a safe and sound development of our youth in a modern Mauritius.
172. Coming to Digitalization, this budget is making provision for online facilities such as copies of birth and marriage certificates, applications for enrolment of children in primary and secondary schools will make life easier for everyone including the SRM Beneficiaries.

173. With regard to the Health sector and under the pragmatic leadership of the Prime Minister and Minister of Finance, further investment is being earmarked to expand and modernize public hospitals and health centres to improve the quality of health care provided to our citizens.
174. Presently, only bedridden persons aged 75 years are eligible for domiciliary visits of doctors. This budget is making provision to extend the service to bedridden persons of 60 years and above which is indeed highly commendable.

Madam Speaker,

175. Investments in social and human capital have always been key fundamentals for human development and I personally applaud the proposal made by the Prime Minister and Minister of Finance to provide free tertiary education which is yet another crucial step to democratize access to higher studies for the vulnerable groups.
176. To better support vulnerable children and raise their performance standards, the budget makes provision for the setting up a fortified learning environment unit. Such a proposal will no doubt expand access to learning points and services to children of low income household in deprived regions with the aim of improving their school readiness and performance.
177. I am confident that students under SRM will benefit from opportunities in the vocational field and training as well as in the extended programme.

178. Added to this, provision has been made for a total amount of Rs 138 million to be allocated to NGOs running Special Education Needs Schools.

Madam Speaker,

179. Today the old age pension stands at Rs 6,210 compared to only Rs 3,623 in 2014. This has made a significantly positive difference in the lives of thousands of our elderly.
180. And, it is in the same spirit that this Government has announced a further increase of Rs 500 on the monthly old age as from January 2010 to bring the old age pension to Rs 6,710 per month. This increase in the old age pension will certainly improve the life of all our senior citizens.
181. Madam Speaker, illicit and synthetic **drugs** are another facets of poverty and we feel relieved today that this Government is further promoting a safe and secure environment for our children by pursuing its efforts to combat the proliferation of drugs in our society.

Environment and Climate Change

Madam Speaker,

182. We lived in a turbulent world, exposed to intensifying natural disasters and climate challenges. This tend to leave our people vulnerable to major risk across the country.

183. I am pleased to learn that Government has earmarked Rs 660 m to mitigate flood risks in some 40 flood prone areas thus improving the living conditions of many vulnerable families.

184. Besides, by pursuing the Moris Nou Zoli Pays Campaign, the population will be sensitized about the importance of protecting the environment while at the same time minimizing climate change consequences.

Madame La Présidente

185. Permettez-moi d'aborder la situation au niveau de ma circonscription, Port-Louis Nord/Grande Rivière Nord-Ouest.
186. On dira ce qu'on veut, mais personne ne peut nier le fait que durant 20 ans la circonscription No 1 était dans un état d'abandon. Pendant 20 ans, pas un seul projet de développement n'avait été initié pour améliorer les conditions de vie des habitants.
187. Depuis 20 ans, cette circonscription n'a eu aucune considération, ni une oreille attentive au sein du gouvernement. La situation était telle qu'on pouvait voir des « eyesore » à chaque coin de rue.
188. Les habitants de Canal Dayot vivaient de façon permanente dans un cauchemar. Leur maison était inondée à chaque fois qu'il y avait des grosses averses.
189. Savez-vous Madame La Présidente que la circonscription No 1 est entourée de neuf plages ? Mais elles étaient toutes dans un état déplorable. Dépourvues de facilités telles que des toilettes publiques et des éclairages.
190. Depuis décembre 2014 la situation n'est plus la même et le visage de la circonscription No 1 a drastiquement changé par le biais d'un développement soutenu à différents

niveaux. Aujourd'hui tous ceux et celles qui connaissent cette région vous diront que le train de développement est enfin passé par la circonscription No 1.

191. En quatre ans, chaque quartier que compose cette circonscription, on peut qu'il y a eu une amélioration pour changer la vie de ses habitants.
192. Dans cette même ordre d'idée, des gros projets ont été lancés avec l'aide du gouvernement, la NDU, la municipalité de Port-Louis et le soutien de toutes les agences gouvernementales.
193. A titre d'exemple Mme La Présidente, les neuf plages de ma circonscription sont devenues un lieu de rendez-vous pour les habitants. Surtout durant les weekends. Ces plages sont constamment nettoyées par les équipes de la Beach Authority. Des aménités ont été installées afin que ses utilisateurs les ces plages soient plus confortables. Toutes ces plages ont été éclairées pour assurer une plus grande sécurité de ses utilisateurs.
194. Les habitants de Canal Dayot sont désormais rassurés et peuvent dormir sur leurs deux oreilles, puisque le drainage de la rivière St-Louis a été fait. Le mur en pierre pour contenir la montée des eaux de la rivière en cas de grosse pluie a été aussi rehaussé pour plus de sécurité et pour éviter tout débordement en cas de grosses pluies.

195. Le jardin de Les Salines a été transformé. Aujourd'hui, c'est devenu un rendez-vous familial durant les weekends. Les routes ont été refaites et sont éclairées. Un terrain de football synthétique a été installé et je viens d'apprendre que le terrain de volley-ball et de basket-ball ont été livré.
196. Les jeunes de Pointe aux Sables, notamment ceux de Morcellement Rey et les régions avoisinantes peuvent pratiquer un sport dans un gymnase, situé juste à l'arrière de la poste.
197. De la résidence Vallijee, en passant par Pointe aux Sables, La Tour Koenig, Soreze, Pailles, La Butte, Camp Benoit, St Louis, Roland Maurel, St Richelieu et Morcellement Guibies, Il y a eu à ce jour plus de 80 projets de ré-asphaltage des routes, mise en place des trottoirs et de constructions des drains. Des travaux représentent plus de Rs 100 millions d'investissement pour cette circonscription. Du jamais vue Mme La Présidente.
198. La région de Petit Verger à Pointe aux Sables est en voie de transformation avec l'agrandissement de la route qui mène vers Petite Rivière. Nous sommes en train de mettre en place une infrastructure routière qui répond aux besoins des habitants.
199. Jusqu'à tout récemment deux voitures ne pouvaient circuler sur cette route. Une fois les travaux terminés les habitants pourront circuler sur une deux voies en toute

- sécurité. Dans cette même ordre d'idée, le Traffic Center de Pointe aux Sables sera opérationnel une fois que la route de Petit Verger sera ouverte à la circulation.
200. Des améliorations ont été apportées sur plusieurs infrastructures sportives dans la circonscription No 1 où les habitants peuvent pratiquer une discipline sportive, même en nocturne. Un terrain de football synthétique a été installé à GRNO et à Richelieu.
201. En accord avec notre politique pour apporter les services de santé plus près des Mauriciens, je suis heureux de dire que le nouveau Health Center de Pointe aux Sables sera bientôt une réalité. Rs 32 millions sera investies pour que la région de Pointe aux Sables ait un centre de santé à la hauteur de ses ambitions.
202. Tout récemment dans cette même chambre, le ministre de la Santé est venu avec les détails sur la construction de ce centre, longtemps mérité pour les habitants de Pointe aux Sables et les régions avoisinantes. Un « learning corner » a vu le jour tout récemment à la Résidence Jean Blaise.
203. La cerise sur le gâteau pour ma circonscription, Mme La Présidente sera ce développement qui est en cours sur la rive gauche de Grand Rivière Nord-Ouest. Avec la précieuse collaboration de mon collègue, Honorable Mahen Seeruttun, ministre de l'Agro-industrie et de la

Sécurité Alimentaire cette région est en train d'être transformée.

204. Elle aura bientôt un nouveau visage. Une fois que les travaux d'aménagement terminés dans quelques semaines, la rive gauche de GRNO sera un vrai bijou et sera l'image de marque de ma circonscription. Plus de Rs 10 millions a été investies dans ce projet de développement. Le public peut déjà voir les travaux qui sont en cours puisque le site est déjà éclairé.
205. Il faut savoir Madame La Présidente que cette partie de Port-Louis fait partie de l'histoire de la République de Maurice ensemble avec le vieux pont de GRNO, le Vagrant Depot, la Tour Martello et La Tour Koenig.
206. Depuis que je suis député de cette circonscription j'ai travaillé main dans la main avec la société civile et les ONG pour le bien-être des habitants de la circonscription No 1. En 5 ans plusieurs projets ont été initiés, tel que des campagnes de nettoyage, des festivals de sports, distribution des jouets aux enfants, célébrations des fêtes nationales, organisation des déjeuners pour les plus vulnérable surtout les enfants ou encore l'amélioration du trafic routier dans certaines régions.
207. De ce fait, je suis redevable envers l'Honorable Premier ministre et ministre des Finances pour la confiance qu'il a placé en moi et le soutien indéfectible qu'il m'apporte.

208. Cette confiance s'est traduite, une nouvelle fois dans le budget 2019-20, où le Premier ministre a annoncé plusieurs projets qui concernent directement la circonscription No 1. Cependant, Madame la Présidente, je suis aussi pleinement conscient qu'il reste encore beaucoup à faire pour améliorer davantage la vie des habitants de la circonscription No 1.
209. Mais pour l'heure Travail la pé fer...et Rézita lor Rézilta.

Concluding Remarks

Madam Speaker,

210. This is not merely a Budget Speech, but a medium of the country's development journey. All the transformation that we are witnessing, is because of the passion of the people of our nation and their thrust they have bestowed upon this Government. The credit goes to them only. Development has become a mass-movement during the period of our Government.
211. We will transform Mauritius into a leading economy of the region with the help of our people. We, along with them have laid the foundation. We have given a decisive leadership, whose intent is clear, policy is transparent and integrity is resolute.

212. Today, we reaffirm our commitment to invest in the future of Mauritius.
213. As we embark on this next chapter of our history **“embracing a brighter future together as a nation”**.
214. Confident in our strengths.
215. And, Clear in our determination.
216. **To build a stronger, Fairer, Better and Brighter Mauritius.**

Thank you, Madam Speaker